COUR DU TRAVAIL DE LIEGE

Section de NAMUR

Audience publique du 1^{er} décembre 2009

R.G. n° 8.693/2008

13^{ème} Chambre

Réf. Trib. trav. Namur, 1ère ch., R.G. n°08/281/A

EN CAUSE DE :

L'ETAT BELGE, SERVICE PUBLIC FEDERAL, S.P.F., EMPLOI ET TRAVAIL

appelant, intimé sur incident, comparaisant par Me Jacques Beauthier, avocat.

CONTRE :

La S.P.R.L. BURTAUX SOCIETE DE TRAVAUX

intimée, appelante sur incident, comparaisant par Me André Hancotte, avocat.

•
• •

MOTIVATION

L'arrêt est fondé sur les motifs suivants :

1. Quant à la recevabilité des appels.

Le jugement dont appel a été notifié le 1er décembre 2008. La requête d'appel a été reçue au greffe de la Cour le 24 décembre 2008.

L'appel, régulier en la forme, est recevable.

L'appel incident introduit par conclusions est également recevable.

2. Les faits.

- La société intimée a occupé un sieur O par contrat à durée déterminée jusqu'au 30 juin 2006 sur un chantier où elle a été occupée pour le compte d'un entrepreneur. Les travaux confiés à l'intimée étaient terminés à cette date.
- Le 3 juillet 2006, une autre société qui était toujours occupée sur ce même chantier contacte vers 8 heures le gérant de l'intimée afin de lui demander de mettre un homme sur ce chantier pendant quelques jours.
- Le gérant de l'intimée prend contact avec le sieur O qui a accepté et s'est rendu sur place. A ce moment, le gérant transmet à son secrétariat social les données permettant l'encodage DIMONA. La preuve de l'envoi au secrétariat social le 3 juillet 2006 à 9h23 est apportée.
- Le même jour, à 11h30, un contrôle a lieu sur chantier et le contrôleur s'aperçoit que la déclaration DIMONA n'a pas été effectuée. Le secrétariat social soutient ne pas avoir reçu le fax mais fera ultérieurement le nécessaire après que l'intimée l'ait informé de ses déboires. De son côté, le travailleur déclare être occupé pour le compte de l'intimée depuis le 3 mai. Il ne signale pas une reconduction de son contrat le matin même mais sa déclaration n'est pas jointe au dossier.
- Un P.J. est dressé pour infraction aux articles 4 et 8, infraction sanctionnée par l'article 12bis, §1er, 1°, de l'arrêté royal du 5 novembre 2002 instaurant la déclaration immédiate de l'emploi.
- L'auditeur du travail classe le dossier sans suite.

3. La décision.

Par décision du 7 décembre 2007, le Service constate que l'infraction est matériellement établie, le travailleur n'ayant pas à entamer son activité avant la déclaration au service compétent, mais tient compte de circonstances atténuantes (régularisation rapide, absence d'antécédents) compte tenu des éléments du dossier en telle sorte que le montant de l'amende (1.875 € par travailleur) est ramené à 750 € et assorti d'un sursis partiel à raison de 300 €. L'intimée se voit donc infliger une amende de 450 €.

4. Le jugement.

Le tribunal retient l'infraction contrairement à l'argumentation de l'intimée qui plaidait l'erreur invincible et sa bonne foi.

Par contre, il estime devoir accorder un sursis intégral. Les dépens de chacune des parties leur sont délaissés.

5. Les appels.

L'appelant relève appel au motif que le sursis intégral ne se justifie pas et que l'infraction commise ne peut pas n'être sanctionnée que par une condamnation symbolique mais que celle-ci doit être dissuasive.

De son côté, l'intimée entend voir les dépens d'instance être mis à charge de l'appelant.

6. Fondement.

La matérialité de l'infraction n'est plus contestée. Seule la question de l'octroi partiel ou intégral du sursis oppose les parties, outre celle des dépens.

6.1. Le sursis.

En droit :

Le tribunal du travail bénéficie d'une compétence de pleine juridiction¹.

Il doit vérifier tant la légalité de la sanction, en ce compris la régularité de la procédure et l'existence de(s) l'infraction(s), que le montant de celle-ci. Il peut réduire l'amende (dans le respect du minimum légal incompressible²) en présence de circonstances atténuantes³ et même l'assortir d'un sursis⁴.

Il peut aussi constater que le délai raisonnable n'a pas été respecté⁵ depuis l'inculpation de l'employeur⁶ et, entre autres possibilités, réduire encore ou même dispenser l'employeur de toute amende⁷ si l'écoulement du délai raisonnable ne peut être reproché à l'employeur⁸.

Il apprécie la hauteur de l'amende tout en veillant à ne pas se limiter à une amende dérisoire qui priverait de son efficacité la mission de contrôle confiée aux services d'inspection⁹. Tout est une question de cas d'espèce.

En l'espèce :

Les circonstances de l'espèce justifient pleinement l'octroi d'un sursis intégral.

1 C.A., 30 juin 1999, n°76/99, *J.T.T.*, 1999, p.449.

2 C.A., 14 juillet 1997, n°40/97 et 45/97, *Chron.D.S.*, 1998, p.143, *J.T.T.*, 1997, p.360 et *J.L.M.B.*, 1997, p.1068. L'article 1er *ter* de la loi a été introduit par la loi du 13 février 1998 pour la mettre en conformité avec la jurisprudence de la Cour d'arbitrage.

3 Depuis la loi du 13 février 1998 ayant modifié la loi du 30 juin 1971, les circonstances atténuantes peuvent justifier la réduction de l'amende mais cette réduction peut intervenir avec effet rétroactif sur la base du principe de la rétroactivité de la loi pénale la moins sévère : Cass., 3 avril 2000, *Bull.*, 2000, p.681 et *J.T.T.*, 2000, p.281.

4 F. LAGASSE et V. MARCHAND, « Amendes administratives, suspension, sursis et Cour d'arbitrage. Considérations sur l'arrêt rendu le 16 juin 2004 par la Cour d'arbitrage », *J.T.T.*, 2004, p.497.

5 C.A., 15 septembre 2004, n°148/04, *J.T.*, 2004, p.890, obs. F. KUTY, « La sanction du dépassement du délai raisonnable par le tribunal du travail saisi du recours introduit par un employeur condamné à une amende administrative ».

6 Cass., 20 mars 2000, *Bull.*, 2000, p.624 et *J.T.T.*, 2000, p.283 ; Cour trav. Anvers, 23 octobre 2003, *J.T.T.*, 2004, p.314.

7 S. DERRE et O. MICHIELS, « De quelques aspects de droit pénal social et de procédure pénale susceptibles d'être rencontrés par le juge social ou le juge répressif », *R.B.S.S.*, 2005/2, p.287, spéc. p.294.

8 Cour trav. Liège, sect. Namur, 12e ch., 31 mars 2005, R.G. n°7.618/04 ; Cour trav. Bruxelles, 2e ch., 18 novembre 2004, R.G. n°45.663 ; Cour trav. Anvers, 23 octobre 2003, *J.T.T.*, 2004, p.314 ; Cour trav. Gand, 8 octobre 2003, *J.T.T.*, 2004, p.319.

9 Cour trav. Mons, 2 mars 1999, *J.T.T.*, 2000, p.295 ; Cour trav. Liège, sect. Namur, 12e ch., 20 décembre 2004, R.G. n°6.603/00.

Il est en effet établi par pièces que l'intimée a informé son secrétariat social et lui a demandé de faire le nécessaire le jour même du début de l'occupation et deux heures avant l'heure du contrôle, soit à un moment où il est vraisemblable que le travailleur concerné n'avait pas encore entamé ses activités compte tenu de ce qu'il a été fait appel à lui le matin même en urgence.

S'il faut admettre que la déclaration DIMONA effectuée dans les délais est importante car elle permet un contrôle effectif de l'assujettissement à la sécurité sociale, force est de reconnaître que si retard il y a eu, il est en l'espèce dû à une circonstance extérieure à l'intimée qui avait fait le nécessaire. Soit le fax n'a pas fonctionné correctement, soit le secrétariat social a fauté mais dans un cas comme dans l'autre, il ne s'indique pas de maintenir une condamnation sans l'assortir du sursis.

Il ne s'agit pas de convaincre l'employeur fautif de la nécessité de procéder aux démarches : l'intimée en est convaincue et a toujours, y compris le jour où l'infraction a été constatée, agi en ce sens. Le caractère dissuasif de l'amende n'a, dans les circonstances particulières de l'espèce, pas lieu d'être.

L'appel n'est donc pas fondé.

6.2. Les dépens.

C'est à raison que le premier juge a délaissé à chaque partie ses dépens dès lors qu'elles succombent toutes deux sur le fond du litige.

Par contre, en appel, seule l'appelante succombe dans sa demande.

INDICATIONS DE PROCÉDURE

Vu les pièces du dossier de la procédure et notamment le jugement contradictoirement rendu le 26 novembre 2008 par la 1^{ère} chambre du tribunal du travail de Namur (R.G. n°08/281/A),

Vu l'appel formé par requête reçue au greffe de la Cour du travail le 24 décembre 2008 et régulièrement notifiée à la partie adverse le 26 décembre 2008,

Vu l'ordonnance rendue le 20 janvier 2009 sur la base de l'article 747 du Code judiciaire aménageant les délais pour conclure et fixant la date de plaidoiries au 1^{er} septembre 2009, date à laquelle l'examen de la cause a été reporté au 3 novembre 2009,

Vu les conclusions de l'appelant reçues au greffe le 16 avril 2009,

Vu les conclusions de l'intimée reçues au greffe le 12 mars 2009,

Vu le dossier déposé par l'intimée à l'audience du 3 novembre 2009 à laquelle les parties ont été entendues en l'exposé de leurs moyens.

DISPOSITIF**PAR CES MOTIFS,****LA COUR,**

après en avoir délibéré,

statuant publiquement et contradictoirement,

vu les dispositions de la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire et notamment son article 24 dont le respect a été assuré,

entendu Madame Joëlle FALQUE, Substitut de l'Auditeur du travail, Substitut général délégué en vertu d'une ordonnance de Monsieur le Procureur général de Liège du 23 octobre 2008, en son avis oral non conforme donné en langue française et en audience publique le 3 novembre 2009,

reçoit les appels,

les déclare non fondés,

confirme le jugement dont appel en toutes ses dispositions, en ce compris quant aux dépens,

liquide l'indemnité de procédure revenant en appel à l'intimée à 200 €,

condamne l'appelant aux dépens d'appel liquidés jusqu'ores à 200 € en ce qui concerne l'intimée.

Ainsi arrêté par

M. Michel DUMONT, Président,
M. Daniel PIGNEUR, Conseiller social au titre d'employeur,
M. Francy CAREME, Conseiller social au titre d'ouvrier,
qui ont assisté aux débats de la cause,
assistés lors de la signature de M. Frédéric ALEXIS, Greffier,
qui signent ci-dessous

et prononcé en langue française, à l'audience publique de la **TREIZIEME CHAMBRE** de la **COUR DU TRAVAIL DE LIEGE**, section de Namur, au palais de justice de NAMUR, Place du Palais de Justice, 5, le **PREMIER DECEMBRE DEUX MILLE NEUF** par le Président et le Greffier.

Le Greffier

Le Président

M. Frédéric ALEXIS

M. Michel DUMONT